

Le M23 ou la main noire du Rwanda pour l'accès frauduleux au Coltan et autres minerais stratégiques de la République Démocratique du Congo

On ne saurait comprendre le nouveau conflit entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo sans revenir sur l'évolution politique de deux dernières décennies de la zone. Nous allons nous servir surtout du changement survenu à la tête de la RDC après la passation pacifique inattendue du pouvoir entre le Président Joseph Kabila et Félix Tshisekedi et son implication sur la situation au Kivu.

Un contexte politique arbitré de l'extérieur

En 2022, le M23 que d'aucuns croyaient enterré définitivement après son démantèlement en 2013 par l'illustre Colonel FARDC Mamadou Ndala ressuscite au moment où le premier gouvernement issu d'une passation de pouvoirs pacifique commence, tant bien que mal, de se démarquer de l'ancien régime de Joseph Kabila doublement accusé d'avoir longtemps servi les intérêts rwandais par les Accords du 23 mars 2009 (d'où le nom M23 - Mouvement du 23 Mars) et d'avoir truqué les résultats des élections en faveur du candidat de l'opposition, Monsieur Félix Tshisekedi de l'UDPS (Union des Démocrates pour la Paix Sociale), moyennant des accords maffieux de protection d'intérêts cachés. Ce fantasme d'« accord caché » est un leitmotiv sur toutes les lèvres d'une population fatiguée par les affres des guerres continuellement initiées par la même communauté rwandophone dont les motivations avancées sont contestées de toute la classe politique et le citoyen ordinaire.

En effet, à la suite de deux guerres dites de libération de 1996-17/05/1997 et de 1998 - 2004, toutes conduites par un leadership Tutsi soutenu par les impérialistes occidentaux sous le couvert des régimes dictatoriaux du Rwanda et de l'Ouganda par la manipulation de la dangereuse fibre de la « minorité ethnique » et dont le régime de Joseph Kabila est l'émanation, personne n'avait imaginé un changement de classe politique aussi pacifique. Pour un observateur extérieur, la résurgence du M23 est la preuve qu'il y a certainement eu des accords qui, soit n'ont pas plu à tous, soit leur application a été déficitaire. Le M23 étant attaché à l'ancien régime de Joseph Kabila, il y a lieu de soupçonner que la période allant de 2018 à 2022 aura été un temps d'observation et d'attente des promesses irréalisables.

Mais alors, que vient faire le Rwanda dans une affaire qui serait purement interne ? Et pourquoi les démocraties occidentales se refusent-elles de protéger une démocratie naissante des régimes dictatoriaux de Kagame et de Museveni qui devraient être combattus par tous ? La précipitation vers les sites miniers a donné la réponse à cette interrogation au point que la protection de la minorité Tutsie a cessé d'inciter les oreilles des observateurs.

Du coup, l'Occident est accusé de soutenir le Rwanda et son discours sur les droits humains, la démocratie et la souveraineté sont biaisés : plus de confiance dans un occident, par ailleurs considéré comme décadent depuis ses contradictions dans les différents conflits qui secouent le monde actuellement. Dans ce contexte de désaveu de la MONUSCO et de toute la Communauté Internationale, de qui le Congolais attendra la solution ?

Nous reviendrons sur cette question en abordant la question de la négociation avec les milices locales dans le cadre des Accords dit de Nairobi et du rejet de toute négociation avec le M23 considéré comme un mouvement terroriste.

Une justification par la « minorité en danger » qui ne convainc plus

Le postulat d'un « accord caché » ressort régulièrement dans les revendications du M23 qui ne cesse de faire savoir que sa délégation aurait été gardée et reçue à Kinshasa aux premières années du régime de Tshisekedi. Au regard d'autres acteurs politiques des provinces de l'Est du pays (Kivu et ancienne Province Orientale), le renoncement à l'argument ethnique est une avancée vers la paix : ce qui n'empêche pas que quelques populations Tutsie et Hutu aient tenté de brandir, sans succès, une discrimination inexistante dans une marche pacifique organisée à Kitsanga, en Territoire de Masisi au Nord Kivu.

En vérité, cet argument brandi malheureusement sur tout le continent africain pour justifier la balkanisation des Etats ayant vocation de puissance comme le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, le Mali, la RDC, - qui connaît la prochaine cible? - n'émeut plus aucun analyste africain avisé. On croirait que les « rwandophones congolais » l'ont compris. Il faut prendre en considération le travail parlementaire du quinquennat passé qui a pris le courage d'affronter et de vider cette question en accusant les Tutsi de vouloir créer un faux territoire à Minembwe au Sud Kivu. Brandir l'argument de « minorité ethnique » et prendre de force un terrain des autres est une contradiction : la minorité serait

la majorité réduite au silence ; et c'est le cas des ethnies majoritaires à l'est du Congo depuis les guerres d'occupationⁱ de 1996 à nos jours.

Malheureusement pour la RD Congo, cet argument a été longtemps mis en avant par les populations rwandophones avec le soutien maffieux de l'Occident dans les premières guerres des années 1996 avec l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) et de 1998 avec le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie). Cet argument sera repris avec succès par les mêmes rwandophones qui refusent d'intégrer le processus de démocratisation en 2006 et en 2012. Nous avons vu ci-dessus comment le premier Accord avec ce mouvement réfractaire leur donnera le nom actuel de « Mouvement du 23 Mars » dans un contexte post-génocide rwandais qui ne pouvait qu'avaliser jusqu'ici toute revendication, surtout lorsque celle-ci se présente comme visant la protection des victimes d'hier potentiellement encore en danger au regard de l'insécurité généralisée.

Et, pour se protéger des ambitions d'une communauté suspectée de vouloir balkaniser le pays, les autres ethnies ont cédé à la tentation de création des milices locales dont les violations massives des droits humains et la ruée vers l'exploitation illicite des minerais sont les conséquences prévisibles. Ce constat donne une double image des milices à l'Est de la RDC : les milices de la balkanisation et celles de la protection de l'intégrité territoriale.

Image du M23 et des autres milices : vision opposée à l'externe ?

Au niveau national, le processus démocratique qui donne l'impression de se consolider à chaque cycle électoral malgré les dures douleurs d'enfantement n'a pas encore changé les acteurs politiques : ces derniers restent inéluctablement les anciens pions des maffia guerrières opposées et qui se font difficilement confiance ; cela explique en partie la résurgence de groupes armés. Nous avons compris comment le M23 fonderait son retour sur des accords inconnus avec le régime de Tshisekedi qui malheureusement le considère comme un « *mouvement terroriste* ».

Il faut dire que le M23 a perdu sa crédibilité en se faisant porte-parole du régime rwandais qui l'arme et lui donne un souffle nouveau alors qu'il était démantelé en 2013. En adoptant aveuglement l'argument de soutien de la RDC aux FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda), oubliant le

long travail de mutualisation des forces entre la RDC et le Rwanda contre ces génocidaires dont le petit nombre existant encore ne serait plus qu'une création de Kigali pour justifier son retour en République Démocratique du Congo, le M23 s'est tiré une balle dans les pieds. Pour le gouvernement congolais et toutes les populations du Kivu, le M23 n'existe pas, il n'y a que des troupes rwandaises.

Par contre, toutes les autres milices tribales ont été invitées à Nairobi dans un effort régional de favoriser la paix. Ayant accepté un processus de désarmement qui serait supervisé par une force multinationale (les forces de l'EAC – East African Community – aujourd'hui chassées du pays, car accusées par les populations du Kivu de complicité avec Kigali et le M23), ces dernières sont dans un processus d'intégration dans l'armée qui ne dit pas son nom.

Après Nairobi, les parlementaires du Kivu ont lutté pour donner un autre statut à ces groupes armés locaux : une nouvelle loi les appelle « WAZALENDO », mot Swahili qui signifie « patriotes ». Ils sont acceptés aux côtés de l'armée nationale sous l'appellation de Volontaires pour la Défense de la patrie (VDP) en vertu de l'Article 64 de la Constitution qui donne à tout citoyen congolais le droit de défendre le territoire national, lorsqu'il est en danger.

Ces images des uns et des autres sont à la base d'une contradiction entre les politiques congolais et la Communauté internationale : tandis que l'UE et les Etats Unis continuent de reprocher au Congo l'appui au FDLR et aux autres milices tribales et, de ce fait, ne veulent pas imposer des sanctions au régime de Kigali considéré comme agresseur et génocidaire au Congo ; pour les Congolais, les choses sont claires, car pour eux il n'y a plus qu'un ennemi, le Rwanda. Ce dernier serait la main des impérialistes occidentaux visant de balkaniser le pays pour le contrôle des minerais stratégiques (Coltan, cassitérite, or, diamant, Cobalt, ...). Cela explique l'appui diplomatique au Rwanda de l'Union Européenne, des Etats Unis et de la Grande Bretagne.

Cette situation rend la tâche difficile à tout analyste qui voudrait penser les conditions de la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo : mais, ce qui se passe dans ce pays ressemble en beaucoup de points à la situation du Sahel africain. Ici aussi, même le départ des troupes de l'ONU est devenu une partie de la solution ! Oui, l'Africain prend son destin en main, signe que les relations internationales sont à refonder ; la religion droits-de-l'hommes et

de démocratie prônée si souvent par l'Occident sont rejetée. La manipulation malicieuse de ce dogme a enfin révélé que la vérité serait ailleurs.

La solution sera-t-elle militaire ?

Tandis que le Rwanda et la Communauté Internationale (Occident ou Etats Unis et Union Européenne) poussent au dialogue, les populations locales ne jurent que par la guerre pour sauver sa souveraineté territoriale et se défaire de tout dictat du Rwanda et des impérialistes.

Le gouvernement congolais a recruté et formé plus de 40.000 jeunes pour faire la guerre au M23 et les anciennes milices sont transformées en corps des volontaires pour la libération du Congo (ci-dessus, les Wazalendo). Ces derniers sont au front avec l'armée nationale. Du coup, même le respect des cessez-le-feu imposé aux FARDC (Forces Armées de la RDC) par la CIRGL au gouvernement de Kinshasa est critiqué par le peuple.

Parallèlement, le Rwanda renforce ses troupes qui traversent la frontière chaque jour et pour donner à son agression l'image d'une rébellion interne, Kagame a recruté des politiciens congolais opposants au régime de Félix Tshisekedi. Le leader de cette nouvelle composante du M23, Monsieur Corneille Nanga, est l'ancien Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante de la RD Congo. Ce dernier fustige le rejet des hommes du régime ancien de Joseph Kabila, laissant soupçonner une complicité de la part des Opposants actuels dont l'ancien Gouverneur du Katanga et Candidat président Moise Katumbi accusé par ailleurs de collabo de l'étranger en pleine campagne électorale passée.

Jusqu'à présent, le mouvement **Fleuve Congo** n'a pas réussi à changer le point de vue de la population sur l'identité du M23 qui reste un alibi de Kagame pour conquérir le territoire national.

Etat de lieux des fronts au Nord Kivu

Depuis deux ans, le M23 occupe plus de la moitié du Territoire de Rutshuru et de Masisi. Pendant les six derniers mois, nous avons observé la revitalisation de deux fronts :

- **Le front Nord** : axe Kitshanga – Mweso – Kibirizi renforcé par l'axe Mabenga – Rwindi. Tandis que l'axe Kitshanga a visé sans succès la conquête des mines de la Somikivu, le sous- axe de Mabenga – Rwindi a tenté de remonter vers Kanyabayonga en vue de l'occupation du

Territoire de Lubero. Depuis deux mois, ce front nord est figé et rencontre une forte résistance de la coalition FARDC/Milices locales.

- **Le front Sud-Ouest** : Ici aussi, le M23 s'est fait trois lignes de front : le sous-axe Sake – Mushake-Rubaya doublé du Sous-axe Sake- Mushaki – Masisi et enfin le Sous-axe Sake – Bweremana- Minova.

Par l'Axe Sake – Mushake-Rubaya, le Rwanda a réussi à s'emparer des mines de Coltan et de Cassitérite, pour la deuxième fois depuis le début de cette guerre, et l'exploitation se porteraient bien. Apple et ses complices peuvent se frotter les mains.

Par ce dernier axe, le M23 chercherait de conquérir le Sud Kivu par la prise de l'Aéroport de Kavumu/Bukavu. S'il réussissait son coup, il aurait contourné complètement les troupes gouvernementales qui n'auraient plus qu'à se retirer de la ville de Goma.

Notons que plusieurs violations de droits humains et des cas de crime de guerre sont régulièrement commis par le M23 sans émouvoir outre-mesure la communauté internationale. Depuis ce matin du mardi 14 mai 2024, il est reporté l'explosion d'une bombe lancée par le M23 sur la ville de Minova à la limite entre le Nord et le Sud-Kivu. Deux femmes déplacées de guerre auraient été blessées. Il y a plus ou moins deux semaines qu'un cas similaire s'était produit en plein camp de déplacés dans la ville de Goma faisant 19 morts et plusieurs blessés (des sources recoupées parlent de 32).

Les déplacés de guerre évalués à plus de 750.000 déplacés autour de la ville de Goma et qui vivent une situation catastrophique malgré le soutien de quelques ONG internationale. Chaque fois que le stock de vivres sont finis, ces déplacés, surtout les femmes et les enfants, sont obligés de s'adonner à la mendicité dans la ville de Goma allant de maison en maison.

Quelle paix à l'horizon ?

Bien qu'enclavée et coupée de toutes les zones rurales qui la nourrissent, la population de Goma ne jure que par une victoire militaire. Car, le M23 n'est rien d'autre que le Rwanda. Le gouvernement de Kinshasa continue à gagner la confiance d'une grande partie de la population de Provinces de l'est du pays pour la simple raison du refus de toute négociation avec le M23 qualifié de « coquille vide » par le Président dans toutes ses prises de parole.

La plus grande victoire dont peut se vanter les autorités congolaises c'est d'avoir réussi à contenir la colère des citoyens : en ville de Goma comme à

Bukavu et à Uvira, les populations continuent à cohabiter pacifiquement avec les rwandophones. Les autorités locales invitent régulièrement le peuple à éviter de tomber dans ce piège de la xénophobie. La seconde victoire attendue sera l'anéantissement du M23 par la coalition FARDC/Patriotes. Suivra enfin une politique d'intégration rapide de ces milices locales qui permettra de mettre fin aux poches d'insécurité dans les villages.

Malgré les conséquences de la guerre sur le coût élevé de la vie dans la ville de Goma, les populations font preuve d'une grande résilience. Oui, la vie est devenue dure à supporter pour les sans emploi. Mais, c'est le prix à payer ! L'important, c'est de constater pour la première fois une communion parfaite entre l'autorité et le peuple malgré les multiples trahisons parmi les militaires, notamment la défection d'éléments Tutsi et Hutu au profit du M23.

Tout compte bien fait, le M23 est à sa dernière tentative. Quant au discours manipulateur du Rwanda, il sonnera de plus en plus creux tant que la guerre durera et que les minerais seront clairement l'objectif principal. L'indépendance idéologique de la République Démocratique du Congo et peut-être même de toute l'Afrique noire, c'est maintenant qu'elle se joue. La question politique qui se pose est de se demander si la RDC restera alignée sur les positions occidentales ou si elle devra pencher vers les BRICS comme le veut le peuple qui arbore souvent le drapeau russe pendant les manifestations ? L'Avenir nous le dira.

Ainsi fait à Goma, le 14/04/2024

Moïse Kambere Kayitambya

Activiste Indépendant

ⁱ Un fascicule du CEDAC (Centre d'Etudes, de Documentation et d'Animation Civique) d'Avril 2002 intitulé La problématique de la Guerre en RDC (1996-2001), reprend à sa page 11^{ème} la déclaration d'un leader Tutsi du 23 février 1998, Monsieur Müller RUHIMBIKA, disant ceci à la veille de la seconde guerre de 1998 : « La guerre de libération étant terminée, la guerre d'occupation commence, car Kabila est pire que Mobutu ».